

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1046 le 7 octobre 2018

Dans ce numéro

À Mogadiscio, attaque à la voiture piégée contre un convoi de la Mission européenne de formation en Somalie...

(Page 2)

Dans le nord du Mozambique, près de 200 djihadistes présumés en passe d'être jugés...

(Page 4)

Tentative d'intrusion d'un individu armé dans la résidence de Fetullah Gülen, aux États-Unis...

(Page 5)

Aux Pays-Bas, expulsion de quatre membres des services de renseignement russes...

(Page 6)

Vers la signature d'un important contrat de vente d'armement entre la Russie et l'Inde...

(Page 7)

Au Tchad, l'accès aux réseaux sociaux bloqué par les sociétés de téléphonie mobile...

(Page 8)

œ ∞

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Un cadre du parti des Frères musulmans assassiné par des inconnus armés dans le sud du Yémen...

Vendredi soir, des inconnus armés ont ouvert le feu et assassiné un membre dirigeant du parti des Frères musulmans (Islah) dans la province d'Al-Dhalea, au sud du Yémen, a dit à *Xinhua* un responsable des services de sécurité. Munis d'une motocyclette, les inconnus armés ont ouvert le feu avec des armes équipées de silencieux et ont tué un membre dirigeant des Frères musulmans et homme politique dans la province d'Al-Dhalea, a indiqué une source proche des services de sécurité locaux sous couvert de l'anonymat. L'homme politique a été tué dans sa voiture après avoir été criblé de balles par les deux assaillants masqués a indiqué la source. L'identité des assaillants et leurs motivations ne sont pas encore définies mais l'enquête est en cours. Les témoins ont déclaré que les assaillants masqués s'étaient enfuis après avoir assassiné le membre dirigeant des Frères musulmans.

(Radio Chine internationale, le 06-10-2018)

Au Nigeria, un chef local de Boko Haram exécuté pour trahison...

Un chef local du groupe islamiste armé Boko Haram a été tué par ses compagnons qui avaient découvert qu'il prévoyait de se rendre à l'armée, a-t-on appris dimanche de sources locales. Ali Gaga a été abattu jeudi par des membres de sa faction de Boko Haram, affiliée au groupe djihadiste Al-Qaïda. « La nouvelle direction de la faction a eu vent de ses projets et l'a exécuté pour trahison » a déclaré une de ces sources qui a requis l'anonymat. « Gaga avait pris contact avec des intermédiaires pour négocier sa reddition et il avait rassemblé 300 otages qu'il prévoyait de remettre aux forces armées nigérianes patrouillant dans la zone du lac Tchad, dans le nord-est du Nigeria, en gage de bonne foi » a précisé une seconde source. Cet assassinat, qui survient après celui du numéro 2 de la faction, Mamman Nur, qui revendiquait une approche plus modérée du conflit depuis plusieurs années, fait craindre aux observateurs que les partisans de la ligne dure aient pris le contrôle du mouvement.

(Africa N°1, le 01-10-2018)

En France, gel temporaire des avoirs des services de renseignement iraniens...

La France accuse l'Iran d'avoir fomenté le projet d'attentat contre un rassemblement organisé par les Moudjahidines du peuple, un mouvement opposé au régime iranien qui, à Villepinte, avait réuni quelque 25 000 personnes en juin, y compris des représentants de Donald Trump. La réponse de la France consiste en un gel des avoirs de six mois à l'encontre des services de renseignement iraniens et de deux Iraniens : le numéro 2 des services de renseignement et un diplomate accusé d'avoir téléguidé les deux terroristes présumés, deux Belges originaires d'Iran.

(Radio Vatican, le 03-10-2018)

Deux militaires tunisiens tués par l'explosion d'une mine sur les hauteurs du mont Chaambi...

En Tunisie, deux militaires sont morts ; deux autres ont été blessés hier dans l'explosion d'une mine. Cela s'est passé à Kasserine, sur les hauteurs du mont Chaambi, une zone connue pour abriter des cellules terroristes.

(Médi-1, le 04-10-2018)

À Mogadiscio, attaque à la voiture piégée contre un convoi de la Mission européenne de formation en Somalie...

Deux civils ont été blessés lundi dans Mogadiscio lorsqu'un kamikaze à bord d'un véhicule chargé d'explosifs a percuté un camion d'un convoi militaire de l'Union européenne transportant des soldats italiens, a annoncé la police somalienne. Les insurgés shabaab ont ensuite revendiqué sur internet l'attaque contre les « chrétiens de l'Union européenne ». « Le convoi attaqué venait du ministère de la Défense lorsqu'il a été pris pour cible sur la route industrielle, deux civils ont été blessés. Le camion militaire du convoi qui a été percuté a été gravement endommagé » a déclaré à l'AFP le policier Ahmed Ibrahim. L'armée italienne a précisé dans un communiqué que cinq véhicules italiens formaient le convoi, et que l'un d'eux, avec quatre soldats à bord, a été légèrement endommagé et a pu rentrer à sa base. Aucun soldat italien n'a été blessé par cette attaque qui s'est déroulée à 700 mètres du ministère de la Défense. La Mission européenne de formation en Somalie (EUTM) a été lancée en 2010 pour renforcer le fragile gouvernement de transition du pays par la formation de militaires. Les shabaab ont juré la perte du gouvernement fédéral, soutenu par la communauté internationale dont les 20 000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Chassés de Mogadiscio en 2011, les shabaab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats suicide, y compris dans la capitale somalienne, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires et civils.

(Africa N°1, le 02-10-2018)

Couvre-feu de 48 heures dans les zones anglophones du Cameroun...

Au Cameroun, un couvre-feu de 48 heures a été décrété dans la plupart des villes des deux régions anglophones. Ce lundi marque le premier anniversaire de la proclamation symbolique de l'indépendance des régions anglophones alors que le pays doit tenir une élection présidentielle le 7 octobre prochain. Ce couvre-feu instauré dimanche et lundi dans les régions anglophones est en vigueur de jour comme de nuit. Il implique en particulier l'interdiction des transports publics et privés ainsi que la fermeture des entreprises et des débits de boissons, selon le sous-préfet de Boya, chef lieu de la région du sud-ouest. Les séparatistes ont promis de perturber le scrutin présidentiel du 7 octobre.

(La voix de l'Amérique, le 01-10-2018)

Plusieurs victimes après de nouveaux affrontements dans une des deux régions anglophones du Cameroun...

Trois personnes, dont un gendarme, ont été tuées entre mercredi et vendredi à Kumba, dans le sud-ouest, l'une des deux régions anglophones du Cameroun où la situation reste tendue à l'approche de la présidentielle de dimanche, a appris l'AFP auprès de témoins. Vendredi, un séparatiste a été tué par l'armée au quartier Fiango à Kumba, selon des témoins joints sur place depuis Buea. « C'est la population qui a fait appel à l'armée pour venir à bout de cet « Amba Boy » qui terrorisait les populations » a affirmé un témoin, corroborant les dires d'un autre habitant de la ville. Mercredi, deux autres personnes, dont un gendarme et un civil, ont été tuées, selon les mêmes témoins. Le gendarme a été égorgé à Malogo Street, alors que le corps du civil a été découvert dans un autre quartier de la ville, selon l'un d'eux. L'information a été confirmée à l'AFP par un responsable d'une ONG de la région. Par ailleurs, des affrontements ont été enregistrés vendredi dans la zone de Kumba, sans qu'il soit possible d'en connaître le bilan, selon des habitants. Kumba est l'une des villes les plus touchées par le conflit dans les deux régions anglophones du sud-ouest et du nord-ouest. Depuis le début du conflit il y a un an entre séparatistes, policiers et militaires camerounais, au moins 420 civils et 175 membres des forces de sécurité ont été tués, selon le centre d'analyse International Crisis Group (ICG).

(Africa N°1, le 06-10-2018)

<http://twitter.com/renseignor>



Embuscade contre une escorte des forces armées maliennes à une trentaine de kilomètres de Gossi...

Au Mali, les forces gouvernementales ont déjoué une embuscade contre un convoi escortant des cars entre Gossi et Hombori. L'escorte a été obligée de rebrousser chemin vers Gossi. Hier, aux environs de 8 heures, une embuscade contre la mission des forces armées maliennes à environ 30 kilomètres de Gossi, tendue par des hommes armés non identifiés, a été déjouée. Les militaires maliens qui ont senti le coup venir se sont divisés avant d'encercler l'ennemi. Les passagers qui étaient dans les cars ont suivi cet affrontement avec une grande frayeur. Le bilan provisoire fait état d'un militaire tué, six blessés dont des cas graves. Deux véhicules militaires ont été dérobés. Dans le feu de l'action, la force *Barkhane* à bord d'hélicoptères est arrivée sur les lieux aux environs de 10 heures.
(*La voix de l'Amérique, le 01-10-2018*)

« Une escorte de l'armée malienne, qui a quitté dimanche Gossi pour Hombori, est tombée dans une embuscade tendue par des hommes armés circulant à moto » a déclaré à l'*AFP* une source de sécurité malienne, précisant que le bilan s'établissait à au moins un militaire tué et plusieurs blessés, dont des civils. L'embuscade et le bilan provisoire ont été confirmés par une autre source de sécurité malienne, selon laquelle elle a été tendue par une vingtaine de personnes à moto, dont plusieurs étaient « enturbannées », d'après des témoins. Selon un élu de la localité de Gossi, qui a mentionné un bilan de deux tués, un militaire et un civil, l'escorte sécurisait un bus de transport circulant du nord vers le sud du Mali lorsqu'elle a été attaquée.
(*Africa N°1, le 01-10-2018*)

Au moins vingt-cinq civils tués par les membres d'un groupe armé dans le nord-est du Mali...

Vendredi et samedi dernier au Mali, des hommes armés en motos ont attaqué des civils tirant sans discernement sur des habitants touareg de la commune d'Amalaou faisant 25 morts au moins. Le bilan a été communiqué hier. On est là dans le nord-est, près de la frontière avec le Niger, une région déstabilisée par des affrontements, par des règlements de compte fréquents et qu'il est très difficile de contrôler.
(*Médi-1, le 02-10-2018*)

Un poste de gendarmerie burkinabé attaqué par des inconnus armés à une centaine de kilomètres de la frontière malienne...

Au Burkina Faso, trois gendarmes ont été grièvement blessés lundi soir dans une attaque contre un poste de gendarmerie à Lanfiera, une province rurale de la province du Sourou située au nord de Ouagadougou, à une centaine de kilomètres de la frontière malienne. Selon une source sécuritaire, cette attaque qui a duré un peu plus de trois heures, a été perpétrée par une dizaine d'individus armés non identifiés.
(*La voix de l'Amérique, le 03-10-2018*)

Trois gendarmes burkinabés ont été grièvement blessés lundi dans une attaque contre un poste de gendarmerie à Lanfiera, une commune rurale située au nord de Ouagadougou, à une centaine de kilomètres de la frontière malienne. « Des individus armés non identifiés ont attaqué lundi soir le poste de gendarmerie de Lanfiera dans la province du Sourou » a déclaré à l'*AFP* une source sécuritaire. Le bilan est de trois gendarmes grièvement blessés au cours de cette attaque menée par une dizaine d'hommes aux environs de 20h00. L'attaque a duré un peu plus de trois heures. Selon une autre source sécuritaire qui a confirmé l'attaque, des opérations de ratissage ont été lancées à la recherche des assaillants. Les blessés ont été pris en charge dans des centres de santé. Le poste de gendarmerie a été endommagé et on a enregistré d'importants dégâts matériels.
(*Africa N°1, le 03-10-2018*)

Recrudescence des attaques djihadistes dans le nord et l'est du Burkina Faso...

Ce sont deux régions éloignées, enclavées, voir délaissées par le pouvoir central : le nord sahélien et l'est frontalier du Niger. Deux régions du Burkina Faso où les attaques sont récurrentes, persistantes. Ces deux derniers jours les forces de sécurité ont été visées à deux reprises. La première attaque a visé un détachement de la gendarmerie nationale à Inata, dans le Soum. Selon les autorités, l'assaut est d'envergure. Un grand groupe de terroristes lourdement armés s'en prend aux militaires. Un gendarme est tué, un autre blessé. L'armée burkinabée décide alors de demander l'appui de la force

française *Barkhane* qui intervient immédiatement. Un vol de reconnaissance de drone est lancé. Les militaires détectent une colonne de plusieurs motos fuyant la zone. Une fois le groupe identifié, deux avions *Mirage* opèrent une frappe ciblée dans la zone, comme l'expliquera l'état-major français ce jeudi. Côté bilan, une dizaine de terroristes auraient été neutralisés selon les chiffres de l'armée burkinabée. Jeudi matin, c'est une nouvelle attaque à la mine cette fois, qui a visé une patrouille à côté de Gayéri, dans l'est du pays. Six militaires ont péri dans l'explosion de leur véhicule. Pour l'heure, aucun de ces assauts n'a encore été revendiqué. Mais il faut souligner que le Burkina Faso est la cible d'attaques djihadistes depuis 2015. La situation sécuritaire s'est particulièrement dégradée cette semaine dans le nord et l'est du pays. Selon un bilan officiel, les attaques terroristes ont déjà causé la mort de 180 personnes depuis trois ans.
(*Médi-1, le 05-10-2018*)

Six militaires tués dans l'explosion d'un engin improvisé, dans l'est du Burkina Faso...

L'armée burkinabée a été la cible d'une nouvelle attaque. Six soldats ont été tués hier dans l'explosion d'un engin improvisé dans l'est du Burkina Faso. Mercredi déjà, un gendarme avait été assassiné dans le nord du pays.
(*Radio Vatican, le 05-10-2018*)

Au moins un mort après des tirs de mortiers contre une base de l'armée tchadienne proche du Nigeria...

Le groupe djihadiste Boko Haram a tué un militaire tchadien après avoir pilonné une base de l'armée tchadienne proche du Nigeria, dans la nuit de jeudi à vendredi, a appris l'*AFP* vendredi de source sécuritaire. « Les tirs ont duré toute la nuit de jeudi à vendredi et ont fait un mort au sein de l'armée tchadienne » a indiqué la source sécuritaire. Le porte-parole de l'armée n'a pas confirmé cette information. Selon le site *Site Intelligence Group*, la branche de Boko Haram affiliée à l'État Islamique a revendiqué l'attaque dans un communiqué daté de vendredi, affirmant avoir lancé cinq obus de mortier la veille sur la cible, tuant un soldat, en blessant un autre. « Les éléments de Boko Haram ont opéré plusieurs tirs de mortiers sur la base de l'armée tchadienne à Litri, localité située à 4 km de la frontière avec le Nigeria, au sud de la ville de Kaiga-Ngouboua, dans la région du lac Tchad » selon cette même source. « Les hommes de Boko Haram sont bien équipés et la plupart de leurs armes sont récupérées auprès de l'armée nigériane » a indiqué à l'*AFP* sous couvert d'anonymat un officier de l'armée tchadienne.
(*Africa N°1, le 06-10-2018*)

Dans le nord du Mozambique, près de 200 djihadistes présumés en passe d'être jugés...

Près de 200 personnes soupçonnées d'appartenir au groupe djihadiste qui sème la terreur depuis près d'un an dans l'extrême nord du Mozambique seront jugés à partir de mercredi dans leur prison, a-t-on appris mardi de source judiciaire. Parmi ces accusés figurent 50 ressortissants de la Tanzanie voisine, a précisé à l'*AFP* la même source, qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat. Le procès doit se dérouler dans un établissement pénitentiaire de la province du Cabo Delgado où des centaines de membres ou de soutiens de ce groupe islamiste sont détenus. « Ces accusés ne seront pas jugés comme des terroristes car leurs actes ont précédé le vote de la loi antiterroriste » a indiqué à l'*AFP* le bureau du procureur local. Le Parlement mozambicain a voté en avril dernier une loi qui aggrave les peines infligées aux auteurs d'actes terroristes. Depuis octobre 2017, les villages de la province du Cabo Delgado sont la cible des attaques meurtrières d'un groupe de jeunes musulmans radicaux hostiles au gouvernement, qui ont déjà tué plus d'une cinquantaine de civils. L'armée et la police ont procédé à de nombreuses arrestations et déployé d'importants renforts dans la région, proche de la Tanzanie, sans parvenir toutefois à démanteler ce groupe désigné localement comme les Shabaab (jeunes en arabe). Le président mozambicain Filipe Nyusi a répété ces dernières semaines à de nombreuses reprises sa détermination à neutraliser les islamistes actifs dans la région. Cette rébellion inquiète les autorités de Maputo et de grands groupes pétroliers tels que Exxon, Anadarko et ENI, qui ont commencé à s'installer dans le Cabo Delgado pour y exploiter des gisements de gaz off-shore très prometteurs. Des élections locales sont prévues le 10 octobre au Mozambique.
(*Africa N°1, le 03-10-2018*)

Au Mozambique, le procès de près de 200 personnes, dont de nombreux étrangers soupçonnés d'appartenir à un groupe islamiste qui sème la terreur depuis près d'un an, s'est ouvert hier dans la

prison de haute sécurité de Pemba. Ils sont au total 189 accusés, en majorité du Mozambique, mais aussi de la Tanzanie, de la République démocratique du Congo, de la Somalie et du Burundi, réunis dans la cour de la prison de Pemba. À l'ouverture des audiences, le procureur a dressé la longue liste des charges retenues contre eux : homicides, association de malfaiteurs, crimes contre la sécurité de l'État ou incitation à la désobéissance civile. Selon le procureur, ils sont poursuivis pour l'attaque du poste de police et de la caserne de la ville de Mocimboa da Praia en octobre 2017, la première opération attribuée à un groupe désigné sous le nom de Al-Shabaab, qui signifie « les jeunes » en langue arabe. Depuis près d'un an, la province de Cabo Delgado, dans l'extrême nord du Mozambique, est le théâtre d'attaques meurtrières conduites par un groupe de jeunes hostiles au gouvernement. Ils ont attaqué de nombreux villages de cette région à majorité musulmane, y tuant plus d'une cinquantaine de civils.

(La voix de l'Amérique, le 04-10-2018)

En Allemagne, démantèlement d'un groupe néo-nazi soupçonné de planifier des attentats...

En Allemagne, la police annonce avoir démantelé hier un groupuscule néo-nazi aux visées terroristes. Ses membres sont soupçonnés d'avoir planifié plusieurs attentats contre des étrangers et des personnalités publiques. Sept personnes âgées de 20 à 31 ans ont été arrêtées hier. Selon le parquet antiterroriste, elles projetaient une action demain mercredi, jour de la célébration annuelle de la réunification de l'Allemagne en 1990.

(Médi-1, le 02-10-2018)

Tentative d'intrusion d'un individu armé dans la résidence de Fetullah Gülen aux États-Unis...

En Pennsylvanie, aux États-Unis, un intrus armé a tenté d'entrer hier dans la résidence du prédicateur turc en exil Fetullah Gülen que les autorités d'Ankara accusent d'être l'artisan du coup d'État manqué en Turquie en juillet 2016. Un vigile a tiré en l'air et l'intrus a pris la fuite selon un porte-parole de M. Gülen. La police de l'État de Pennsylvanie a effectué des recherches dans le secteur, mais n'a pas pu retrouver l'intrus en question.

(La voix de l'Amérique, le 04-10-2018)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

La tentative d'assassinat d'un opposant congolais classée sans suite par la justice française...

Un opposant congolais, visé récemment par un projet d'assassinat par deux anciens agents des services de renseignement français, a dénoncé mardi le classement sans suite incompréhensible de la plainte qu'il avait déposée en 2015, après avoir été grièvement blessé dans une tentative d'assassinat. Le général Ferdinand Mbaou, 62 ans, un farouche opposant au président congolais Denis Sassou Nguesso, vit réfugié en France depuis près de 20 ans. Deux anciens agents de la DGSE, les services de renseignement extérieurs français, sont soupçonnés d'avoir projeté de l'assassiner. Ils ont été inculpés le 12 septembre pour association de malfaiteurs et détention d'explosifs par la justice française. Un troisième homme a été placé sous le statut de témoin assisté, intermédiaire entre ceux de témoin et d'inculpé. Or le général Mbaou avait déjà échappé à une tentative d'assassinat en novembre 2015 à la sortie de son domicile de Bessancourt, au nord de la capitale française. Il a appris mardi que la plainte qu'il avait déposée après cette attaque avait été classée sans suite le 6 mars 2018 par le parquet de Pontoise. « C'est incompréhensible. On ne m'a jamais informé, ce n'est pas normal. On a tiré sur moi ! » a-t-il dit à l'AFP, avant d'espérer que la récente arrestation des ex-agents de la DGSE relance la première enquête. « J'ai reçu une balle dans le dos. Les médecins n'ont pas pu l'extraire parce qu'elle est à un endroit délicat, près du cœur. Elle est toujours là » a-t-il souligné, rappelant que les autorités françaises n'avaient jamais donné suite à ses demandes de protection policière. De son côté, l'avocat de M. Mbaou, Norbert Tricaud, s'est déclaré extrêmement déçu par la décision du Parquet, qui attend pour classer la plainte en catimini et n'informe même pas la victime. « Le général Mbaou avait donné aux officiers de la police judiciaire des informations très précises sur l'apparence du tireur et sur les deux autres personnes qui l'attendaient dans la voiture » a-t-il ajouté. L'avocat a aussi critiqué le délai anormalement long dans l'examen de la plainte. « L'enquête préliminaire a été ouverte en novembre 2015 et la synthèse des conclusions transmise au Parquet seulement en janvier 2018. Le classement sans suite date du 6 mars. Dans une affaire criminelle politiquement sensible ce sont des délais inhabituels ». Le général Mbaou serait dans le collimateur de Brazzaville en raison de ses réseaux dans l'armée, selon un opposant congolais. Denis Sassou Nguesso cumule plus de 34 ans au pouvoir au Congo, petit pays pétrolier d'Afrique centrale d'environ

cinq millions d'habitants. Il a été président de 1979 à 1992, avant de revenir à la tête du pays en 1997 après la guerre civile. Il a été réélu en mars 2016.
(Africa N°1, le 03-10-2018)

Aux Pays-Bas, expulsion de quatre membres des services de renseignement russes...

L'Agence mondiale anti-dopage ou le parti démocrate américain : deux exemples parmi tant d'autres de cibles des cyberattaques menées par les services de renseignement militaires russes entre 2015 et 2018. C'est ce que révèle un rapport du gouvernement britannique qui se dit prêt à résister. Dans le même temps, les Pays-Bas ont annoncé avoir expulsé quatre agents russes et déjoué une cyberattaque visant l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en avril dernier, juste après l'empoisonnement de Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia au Royaume-Uni. Le secrétaire général de l'OTAN a ordonné à la Russie de cesser son comportement irresponsable. Moscou nie toujours les allégations ironisant sur l'espionnage aiguë qui s'est emparée des Occidentaux.
(Médi-1, le 05-10-2018)

Aux États-Unis, inculpation de sept membres présumés du service de renseignement militaire russe...

Les États-Unis ont inculpé sept agents de renseignement russes pour conspiration en vue de pirater des ordinateurs et de voler des données appartenant à des organisations internationales. Le département à la Justice a annoncé jeudi que les sept espions ont débuté leurs intrusions dans des ordinateurs à partir de décembre 2014, et que ces activités se sont poursuivies au moins jusqu'à mai 2018. Il a précisé que les attaques ont commencé par les réseaux informatiques de l'Agence mondiale antidopage, l'AMA, ainsi que par ceux de l'Agence antidopage des États-Unis, peu de temps après que l'AMA a révélé que la Russie avait mis en place un programme d'État de dopage. Les résultats des prélèvements sur des athlètes et d'autres informations ont ainsi été dérobés. Selon le département à la Justice, quatre des conspirateurs visaient cette année les réseaux informatiques de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.
(Radio Japon international, le 05-10-2018)

... MILITAIRE ...

Un destroyer américain aurait navigué à moins de 12 milles de l'archipel des Spratleys...

Les forces américaines ont effectué des opérations de « liberté de navigation » près d'îles de mer de Chine méridionale contrôlées par la Chine. Un responsable du département américain de la Défense a déclaré à la NHK que le destroyer *USS Decatur* avait navigué dimanche à moins de 12 milles marins des îles artificielles construites sur les récifs Gaven et Johnson de l'archipel des Spratleys. Le responsable a ajouté que les États-Unis s'opposaient aux revendications excessives portant sur des intérêts maritimes et qu'ils soutenaient le droit de tous les pays à utiliser librement les eaux conformément au droit international. Washington souhaite apparemment montrer qu'il ne soutient pas les revendications territoriales de la Chine et l'utilisation de ces eaux à des fins militaires.
(Radio Japon international, le 01-10-2018)

Selon *Reuters* citant un responsable américain qui a requis l'anonymat, le destroyer américain *USS Decatur* (DDG-73) aurait effectué ce dimanche une patrouille à 12 milles des îles artificielles créées par la Chine en mer de Chine méridionale, zone sensible et objet de sérieux litiges territoriaux entre Brunei, la Chine, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam. Pétrole, gaz, pêche, positions stratégiques, la mer de Chine méridionale est un trésor disputé. La Chine a conçu et met activement en œuvre un programme pour créer un réseau de fortifications au cœur de l'archipel des Spratleys, situé dans la partie sud-ouest de la mer de Chine méridionale. L'archipel regroupe une centaine d'îles inhabitées, de récifs et d'atolls d'une superficie totale de 5 kilomètres carrés. Il ne connaît pour le moment aucun combat, mais pourrait devenir l'un des points les plus chauds de la planète, affirmait déjà en 2015 la revue militaire influente *IHS Jane's Defence Weekly*. Cela fait déjà longtemps que les États-Unis, sous prétexte de défendre les principes de libre navigation, se sont mêlés du problème de la mer de Chine méridionale. Quant à la Chine, elle a toujours appelé Washington à ne pas intervenir dans ses affaires, car elle a une souveraineté incontestable sur les îles et leurs eaux territoriales en mer de Chine méridionale. Il n'y a aucun problème avec la navigation dans la région, selon le ministère chinois des Affaires étrangères.
(Press TV, le 01-10-2018)

Premières manœuvres militaires conjointes nippono-britanniques dans le centre du Japon...

Les Forces japonaises terrestres d'autodéfense et l'armée britannique ont tenu leur premier exercice conjoint près du mont Fuji, dans le centre du Japon. Les manœuvres ont commencé dimanche, au camp d'entraînement de Kita-Fuji. Elles doivent se poursuivre pendant treize jours. Elles ont été convenues lors d'un sommet entre le Japon et la Grande-Bretagne en août 2017. Mardi, une partie des exercices a eu lieu dans une école des FAD dans la préfecture de Shizuoka, dans le centre du Japon. La presse avait été conviée. Les effectifs des deux pays étaient impliqués dans une séance d'entraînement. Il s'agissait de défendre des îles éloignées. Les FAD tiennent de plus en plus de manœuvres conjointes avec l'armée américaine et les forces d'autres pays, alors que l'environnement sécuritaire autour du Japon évolue, notamment en raison de la présence maritime de la Chine. Le lieutenant général Yuichi Takeda, qui dirige l'école, a déclaré que le renforcement de la coopération en matière de défense avec Londres, qui partage des valeurs fondamentales communes avec Tokyo, est important non seulement pour la sécurité du Japon mais également pour la stabilité et la prospérité de la communauté internationale toute entière, dont la région Indo-Pacifique.

(Radio Japon international, le 02-10-2018)

La marine iranienne dotée de deux nouveaux sous-marins...

L'Iran a annoncé mardi que deux sous-marins ultramodernes de fabrication iranienne avaient rejoint la flotte de la marine nationale sur le littoral de la région du Makran, dans le sud-est du pays, a rapporté l'agence de presse *Tasnim*. Les deux sous-marins ont rejoint la flotte lors d'une cérémonie organisée dans la ville portuaire de Jask, à laquelle ont assisté de hauts responsables dont le commandant de la marine iranienne Hossein Khanzadi. « Aujourd'hui, la région stratégique de Jask assiste à la mise en service de l'une des technologies les plus sophistiquées au monde » a déclaré M. Khanzadi en référence aux sous-marins. « Le message derrière l'entrée en service de ces sous-marins est que l'Iran a réalisé ce succès malgré la pression des sanctions américaines » a-t-il souligné. Les informations de *Tasnim* n'ont pas abordé les spécificités des sous-marins.

(Radio Chine internationale, le 03-10-2018)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Vers la signature d'un important contrat de vente d'armement entre la Russie et l'Inde...

Un média américain a annoncé mardi la signature à venir d'un très important accord militaire entre l'Inde et la Russie, et ce en dépit des pressions américaines actuelles. Le site internet *Defense Weld* a écrit : « Lorsque le président russe Vladimir Poutine se rendra en Inde le vendredi 5 octobre, il devrait conclure un accord militaire de 10 milliards de dollars avec l'Inde. Le contrat sera le plus grand accord militaire jamais conclu entre les deux pays ». L'accord comprendrait la vente de missile S-400 pour 5,6 milliards de dollars, la production de 200 hélicoptères Kamov Ka-226 pour un milliard de dollars, la vente de quatre frégates pour 2 milliards de dollars et la production de 650 000 fusils Kalachnikov AK-103 en Inde et enfin l'achat de deux avions de transport Iliouchine Il-78. Il est également prévu que la flotte de transport et de ravitaillement de l'armée de l'air indienne fasse l'objet d'un très gros contrat avec la Russie. Ces accords de défense Inde-Russie vont se faire alors même que les États-Unis ont imposé des sanctions aux exportateurs d'armes russes Rostec et Rosoboronexport.

(Press TV, le 03-10-2018)

... CYBERGUERRE ...

Plus d'un milliard de dollars aurait été dérobé par un groupe de hackers nord-coréens...

Un groupe de hackers nord-coréens serait responsable d'un vol d'au moins un milliard de dollars. C'est ce qu'a révélé l'agence de sécurité américaine FireEye. Dans le détail, un groupe de piratages informatiques en activité depuis quatre ans aurait mené des cyberattaques contre 16 banques dans 11 pays, dont les États-Unis, le Vietnam et la Malaisie. FireEye précise que le groupe surnommé *APT38* est rattaché au groupe *Lazarus*, un autre groupe plus connu d'espionnage et de cybercriminalité du pays communiste. Ce groupe est chargé de l'obtention de financements au profit du régime de P'yongyang. Il a été dénoncé pour être à l'origine des cyberattaques de 2014 de Sony Pictures et de WannaCry en 2017. *APT38* aurait notamment pris pour cible une banque commerciale au Vietnam, la banque centrale du Bangladesh et la banque mexicaine Bancomax. Les pirates nord-

coréens auraient tenté de voler au moins plusieurs milliards de wons. D'après FireEye, les pirates nord-coréens auraient surveillé les banques visées pendant deux ans. Elles y auraient installé des codes malveillants et procédé à de fausses transactions. Le gouvernement américain semble désormais être prêt à faire barrage plus fermement aux piratages financiers perpétrés par l'État ermite. Il a déjà inculpé un hacker nord-coréen le mois dernier.

(KBS World Radio, le 04-10-2018)

Au Tchad, l'accès aux réseaux sociaux bloqué par les sociétés de téléphonie mobile...

Un tribunal de N'Djamena a déclaré jeudi non-fondée la plainte de deux avocats contre des sociétés de téléphonie mobile accusées d'avoir restreint l'accès aux réseaux sociaux depuis six mois au Tchad. « Dans la forme, la requête est recevable, mais dans le fond elle est mal fondée, et donc le tribunal rejette cette plainte » a jugé le président du tribunal de grande instance de N'Djamena, Brahim Abbo. Fin août, un collectif d'avocats avait porté plainte contre les deux principales compagnies de téléphonie mobile du pays, Airtel et Tigo, qu'ils poursuivent pour avoir bloqué l'accès aux réseaux sociaux. La société civile tchadienne accuse le gouvernement d'être à l'origine de ces restrictions, ce que les autorités nient. Les avocats dénoncent une entrave au droit du consommateur et une atteinte à la liberté d'expression et ont demandé aux opérateurs téléphoniques de s'expliquer sur ce qui paraît être une violation de leurs cahiers des charges. « Je suis déçu, mais je m'étais préparé psychologiquement. Je ne sais pas sur quelle motivation le président du tribunal s'est basé pour dire que la requête est mal fondée » a réagi Me Frédéric Dainonet, président du collectif, ajoutant qu'il allait faire appel. « Pour accéder à *Facebook* ou *Whatsapp* les consommateurs sont obligés d'utiliser des réseaux privés virtuels. Cet usage double ou triple le prix de leurs communications » a dénoncé l'ONG Internet sans frontières (ISF). En 2016, une opération de censure similaire avait coûté 18 millions d'euros au pays, selon les estimations d'ISF.

(Africa N°1, le 05-10-2018)



Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67